

Robert Mischlich, Une mission secrète à Bonn: extrait sur les relations entre la France et l'Allemagne

Légende: Proche collaborateur de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, Robert Mischlich retrace l'évolution des relations entre la France et l'Allemagne et évoque notamment les rapports de Schuman avec Konrad Adenauer.

Source: MISCHLICH, Robert. Une mission secrète à Bonn. Lausanne: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Centre de recherches européennes, 1986. 69 p. (Cahiers rouges). p. 29-47.

Copyright: (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe

URL:

http://www.cvce.eu/obj/robert_mischlich_une_mission_secrete_a_bonn_extrait_sur_les_relations_entre_la_france_et_l_allemande-fr-97da585b-ff45-4a7f-b747-dc0543f5b38a.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Une mission secrète à Bonn

L'évolution des relations entre la France et l'Allemagne

Dès son installation au Quai d'Orsay, le fait allemand a été pour Robert Schuman «le problème le plus angoissant», le plus préoccupant, «parce qu'il a engagé non seulement la sécurité de la France, mais la paix du monde» (1). Pour lui, l'établissement d'une paix durable en Europe passe par une réconciliation sincère entre la France et l'Allemagne. «Sans l'Allemagne tout comme sans la France, il serait impossible d'édifier l'Europe.» Peut-être parce que j'étais originaire des marches de l'Est, il me disait souvent qu'il serait inconcevable que lui, un Lorrain, ne marquât pas son passage au Quai d'Orsay par une grande initiative dans l'ordre du règlement des rapports franco-allemands. «Si je me trouve à ce poste où j'assume de lourdes responsabilités sous le contrôle du Gouvernement d'abord, du Parlement ensuite, ce n'est pas que je l'aie cherché, dira-t-il à l'Assemblée au cours d'un débat sur les affaires allemandes, mais sans doute parce qu'il a fallu quelqu'un de cette frontière de l'Est pour tenter de faire coexister en paix deux pays qui se sont souvent déchirés.» Qui mieux que lui pouvait tenir un pareil langage! Sa parfaite connaissance de l'Allemagne, la fécondité de l'interpénétration en lui de deux cultures, de deux histoires, inséparables l'une et l'autre, en ont fait un des pionniers les plus courageux du rapprochement franco-allemand.

[...]

Par son ampleur, non seulement européenne, mais mondiale en raison des masses qu'elle avait touchées, des ravages non plus militaires mais civils qu'elle avait produits, des éléments sociaux et idéologiques qu'elle avait mis en branle, la Deuxième Guerre mondiale ne pouvait plus trouver son achèvement dans un traité appartenant encore au type classique. Entraînant la fin d'un âge, elle ouvrait un âge nouveau. Il ne fallait pas en réparer les effets avec les procédés d'un âge révolu. Il fallait trouver des solutions nouvelles aux relations franco-allemandes, si l'on voulait vraiment progresser dans le sens d'une paix véritable.

Mais quelle Allemagne Robert Schuman allait-il trouver en face de lui? Pour le savoir, il prit contact avec Konrad Adenauer en août 1949, à la veille de la mise en vigueur de la Constitution fédérale. Adenauer était un des candidats les plus en vue au poste de Chancelier et il apparaissait utile au ministre de le rencontrer le plus tôt possible. L'entrevue eut lieu à Coblenz à la résidence de Hettier de Boisland, gouverneur du Land rhéno-palatin, qui avait d'ailleurs suggéré et organisé la rencontre. Robert Schuman, qui m'avait demandé de l'accompagner, me confia dans l'avion qui nous mena à Coblenz qu'il ne connaissait pas Konrad Adenauer.

Contrairement à ce que l'on a souvent dit et même écrit, les deux hommes ne s'étaient jamais vus.

[...]

Lors de cette rencontre, Konrad Adenauer a plus de 73 ans et une longue carrière politique derrière lui. Il impressionne, par «la pâleur cirée et jaunie d'un visage asiatique», par l'immobilité des traits. L'œil est glacé. Comme décoloré. Sans tendresse, même lorsqu'il sourit. Enigmatique, chaque mot, prononcé d'une voix brève et métallique, porte. Il y a du magicien chez cet homme dont la personnalité est à la fois fascinante et complexe. On s'expliquerait mal, autrement, que les Américains, à peine entrés à Cologne, n'aient rien de plus pressé, alors même que la guerre continue, que de mettre la main sur Adenauer, qui jardine dans sa maison de Rhöndorf, pour lui rendre aussitôt son fauteuil de bourgmestre. Il accepte, à la condition que sa réintégration demeure officielle aussi longtemps que ses fils, qui combattent toujours dans les rangs de la Wehrmacht, risqueront des représailles. Peine perdue: moins accommodants, les Britanniques, qui prennent bientôt la relève, le renvoient sans ménagement à ses rosiers. Il en a conçu à l'endroit des Britanniques une vive irritation et un ressentiment qui ne l'a jamais abandonné. Konrad Adenauer est essentiellement un Rhénan qui a le culte de sa région. C'est d'elle que devrait partir l'élan qui referait l'unité de sa patrie, d'une Allemagne dont la marque serait occidentale, et non pas berlinoise. Le penchant dont Adenauer témoigne pour le fédéralisme s'explique en grande partie par son amour de la Rhénanie, pilier germanique sur lequel s'appuierait l'entente avec la France. Relever l'Allemagne de ses ruines matérielles et morales, la doter d'un régime authentiquement démocratique, l'attacher par des liens étroits à l'Occident, résister aux menaces et

aux pressions soviétiques, faire de la future République de Bonn une alliée du monde libre, la laver de l'opprobre qui pesait sur elle en la réconciliant avec la France, ouvrir ainsi un nouveau chapitre d'histoire, édifier sur l'accord franco-allemand une Europe unie et libérale, telle a été la pensée de Konrad Adenauer pendant sa conversation avec le ministre français. L'entretien entre les deux hommes se poursuivit dans un salon voisin où, sans témoin, ils purent discuter encore plus librement.

Cette conversation, dépourvue de tout caractère officiel, avait pour Robert Schuman d'autant plus de valeur qu'elle se passait en dehors des habituelles précautions et contraintes protocolaires. Sans me faire beaucoup de confidences — ce n'était pas dans sa manière —, mon ministre me dit néanmoins que son interlocuteur avait ébauché l'idée d'un lien économique permanent entre la France et l'Allemagne, sous la forme d'un réseau électrique commun reliant la Sarre et la Lorraine. Il me dit encore que Konrad Adenauer lui paraissait être à la fois un bon Allemand et un bon Européen, sincèrement attaché à une réconciliation franco-allemande. Cette rencontre était le début d'une amitié personnelle entre les deux hommes qui les a intimement liés et qui reposait sur l'entière similitude de leurs idées. Par la suite, entre Robert Schuman et Konrad Adenauer, qui se comprenaient à merveille, les nuages que les différends inévitables provoquaient parfois ne s'alourdisaient jamais.

Quelques semaines à peine après cette entrevue, la République fédérale d'Allemagne a été proclamée et Konrad Adenauer est devenu son Chancelier.

[...]

L'évolution du problème allemand devait bientôt entrer dans une phase cruciale à propos de la Sarre et de la Ruhr. La France s'opposait à ses Alliés sur la politique allemande et sa diplomatie «s'enfonçait dans les ornières du passé». Après avoir dû renoncer à leurs plans de démembrement de l'Allemagne à la suite des recommandations de la Conférence de Londres de juin 1948, les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay firent porter leurs efforts sur la Sarre incorporée à l'économie française tout comme en 1919 et gouvernée par un haut-commissaire, Gilbert Grandval, dont le style proconsulaire irrita les Allemands. Michel Debré, alors chef de la mission de coordination des études pour le rattachement économique de la Sarre et futur Premier ministre, constate: «Il n'est guère possible de faire passer des Sarrois de leur situation d'Allemands vaincus à celle de Sarrois associés à la France.» Ce constat, Robert Schuman l'avait fait depuis longtemps; il le refit encore lors de son voyage officiel en Sarre le 15 décembre 1948. Le ministre, qu'accompagnait Yvon Delbos, ministre de l'Éducation nationale, voulait faire un pas en direction des Sarrois en concluant avec le Gouvernement sarrois un accord culturel. Il n'était pas dupe des Sarrois dont, en voisin lorrain, il connaissait mieux que quiconque le passé, l'évolution et la mentalité allemands en dépit d'une Constitution sarroise qui proclama la Sarre détachée de l'Allemagne. Lors de ce voyage où je l'accompagnais, il me disait que l'esprit pratique des Sarrois qui accepte par intérêt la nécessité actuelle retrouvera sans doute son patriotisme germanique, pour formuler alors auprès de nous ses doléances, ses prétentions et peut-être ses menaces. C'est dire qu'il était loin de partager la politique annexionniste larvée qu'entendait y poursuivre presque en monarque absolu Gilbert Grandval. Ce dernier, qui avait joué un rôle important dans la Résistance, déployait dans des fonctions pour lui inhabituelles un dynamisme hors du commun. Courageux, sûr de lui, poursuivant sa tâche habilement, opiniâtrement, en bourreau de travail, il était persuadé qu'il parviendrait au résultat recherché si, sincèrement, le Gouvernement et les instances parisiennes le voulaient. Il se savait, à cet égard, soutenu sinon par son ministre, du moins par les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. Dès son arrivée en Sarre, le haut commissaire présenta à Robert Schuman les membres du Gouvernement sarrois, dont le Président à l'apparence roublarde mais bonasse d'un brave démagogue local. Je ne crois pas que Robert Schuman fut particulièrement impressionné. En tout cas, ce gouvernement ne faisait pas le poids en face d'une personnalité aussi forte que Gilbert Grandval. En compagnie d'Yvon Delbos, le ministre visita l'Université de Sarrebruck qui est une incontestable réussite des services français. Robert Schuman eut l'occasion de prononcer plusieurs discours en français et en allemand. Il ne toucha vraiment son auditoire que lorsqu'il aborda, très incidemment d'ailleurs, le problème des débouchés futurs de la Sarre. Comme il y allait de leurs intérêts, les Sarrois commencèrent à dresser l'oreille. Ce voyage, un des plus moroses auquel il me fut donné de participer, s'acheva dans la résidence du haut commissaire, un château superbe et aérien que les Sarrois, par dérision, appelèrent le «Grandval-Halla». Gilbert Grandval parla sans arrêt de «sa» politique, sans doute pour éviter d'être interrogé, et signifia, assez cavalièrement, à tous ceux qui l'écoutaient qu'il

n'était pas d'humeur à se plier aux injonctions d'un ministre pas plus qu'antérieurement il n'avait supporté la tutelle du général Kœnig, commandant en chef de la zone française d'occupation. Le ministre, qui savait écouter, m'adressa à plusieurs reprises un coup d'œil que j'avais appris à interpréter. Il venait de juger son haut commissaire. Robert Schuman était conscient que, pour des raisons de politique intérieure, il ne pouvait freiner les initiatives de Gilbert Grandval. D'ailleurs, à ce moment — nous étions en décembre 1948 —, ni le Parlement ni l'opinion publique n'auraient compris que le ministre des Affaires étrangères poursuivît une autre politique que celle de la fermeté. Mais, dès cette époque, Robert Schuman tenait pour inscrit dans les faits l'échec inévitable des tentatives annexionnistes de son haut commissaire. Les rapports franco-sarrois devaient, par la suite, connaître d'autres développements qui pesèrent lourdement sur la politique de réconciliation franco-allemande poursuivie par Robert Schuman.

En ce qui concerne la Ruhr, la politique française apparaissait comme un constant combat d'arrière-garde. Territoire à «détacher politiquement et économiquement» de l'Allemagne en avril 1947, à soumettre tout au plus à un «régime spécial» en décembre de la même année, la France obtint finalement de ses Alliés certaines garanties: la création, le 28 avril 1949, de l'Autorité internationale de la Ruhr. Cette Autorité internationale était chargée de contrôler la production de charbon et d'acier de la Ruhr et de la répartir entre la consommation intérieure et l'exportation, afin qu'un gouvernement allemand ne puisse un jour disposer librement des ressources de la Ruhr et empêcher les pays voisins d'y avoir accès. De même, le Gouvernement français avait obtenu la création d'un Office militaire de sécurité, chargé de contrôler la démilitarisation de l'Allemagne. Quant à l'Allemagne, elle avait engagé le combat pour l'égalité des droits. Les démontages d'usines suscitaient, outre-Rhin, une irritation que le Gouvernement de Bonn exploitait fort habilement. Dès le 22 novembre 1949, au Petersberg, près de Bonn, Adenauer signait avec les trois hauts commissaires un protocole selon lequel l'Allemagne occidentale ne serait plus traitée comme un «simple objet» au sein de l'Autorité internationale de la Ruhr et de l'Office militaire de sécurité. De plus, l'Allemagne faisait, en qualité de membre associé, son entrée au Conseil de l'Europe. On assistait ainsi à la renaissance d'un Etat allemand de l'Ouest, doté de son gouvernement et dont le désir était d'obtenir l'égalité des droits.

Le système de domination de l'Allemagne, par la Sarre et la Ruhr interposées, ne pouvait à la longue être perpétué, mais personne ne voulait souscrire à la décision d'y mettre fin, décision à laquelle nous étions cependant amenés par la volonté des Alliés et l'évolution interne de l'Allemagne. Dans la conjoncture politique du moment, que pouvait faire d'autre Robert Schuman que de s'obstiner dans cette attitude de refus puisque la levée des contrôles de l'économie allemande eût signifié le retour à l'insécurité de nos approvisionnements vitaux en charbon, donc à la subordination de notre sidérurgie à sa puissance rivale? Pour éviter les erreurs du passé, il fallait modifier les données du problème allemand. Chacun sait que, lorsqu'un problème est devenu insoluble, il faut en changer les données. Dans l'esprit de Robert Schuman, il fallait imaginer des solutions capables à la fois de rendre sa dignité à l'Allemagne, de lui proposer un cadre où sa vigueur trouverait libre cours et de lui faire accepter la tolérance qu'implique l'appartenance à une entité politique plurinationale. Mais cela supposait que les vainqueurs d'hier acceptent, au profit d'une autorité internationale, les sacrifices d'amour-propre, qui exigent un dépassement d'orgueil, en vue d'un immense bénéfice. On en était loin.

Les conceptions de Robert Schuman n'étaient pas partagées par tous les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. Au sein de son ministère, une opposition s'organisa qui persista à considérer que la zone française d'occupation était un gage, une garantie effective de notre sécurité, un moyen de pression destiné à assurer notre droit aux réparations. Quant aux vues supranationales du ministre, ces mêmes hauts fonctionnaires les trouvèrent dangereuses et irréalistes. François Seydoux lui-même n'a jamais été vraiment touché, quelque estime qu'il éprouvât pour Robert Schuman, par ce qu'il appelle drôlement la «grâce» européenne. Pour ces hauts fonctionnaires, s'agissant de l'Europe à construire, la France devait garder les mains libres et entraîner ses partenaires vers des objectifs politiques et économiques d'indépendance. En cas d'alliance militaire ou économique, cette forme d'union ne devait en aucune façon toucher l'autonomie politique de la France, laquelle devait toujours conserver sa liberté de se retirer de l'alliance. C'était déjà l'Europe des patries, dont le général de Gaulle devait se faire le champion quelques années plus tard. On comprend dès lors aisément qu'un dissentiment profond touchant la politique européenne affectât les relations du ministre avec certains de ses collaborateurs du Quai d'Orsay. On le critiqua, on suspecta même son patriotisme et je sais qu'il en fut peiné.

Avait-on oublié que la terre lorraine d'où est issu Robert Schuman est une terre douloureusement française, et que s'il est né à Luxembourg, c'est que son père, combattant de la guerre de 1870, avait refusé l'annexion et s'était établi dans les horizons amicaux à la porte et sur le seuil de sa malheureuse province? N'a-t-il pas dit et écrit : «Nous ne sommes, nous ne serons jamais des négateurs de la patrie, oublieux des devoirs que nous avons envers elle.» L'Europe à laquelle Robert Schuman rêvait ne devait évidemment pas aboutir à l'effacement des identités nationales respectives, ce qui lui ôterait la diversité qui a fait sa richesse économique et culturelle, dont le monde entier ne saurait se passer pour longtemps encore. Ces procès d'intention, qui ont trouvé un écho au Parlement et dans la presse, s'ils ont profondément blessé Robert Schuman, ne l'ont pas détourné de l'objectif qui a toujours été le sien: «Créer entre les peuples d'Europe une organisation mettant un terme à la guerre et garantissant une paix durable.» Ce qui était essentiel pour lui, c'était de ne pas s'enfermer dans les données de l'après-guerre si on voulait échapper à cette logique absurde qui aurait ramené une à une les erreurs du passé. Robert Schuman y était bien déterminé et il entendait reprendre les choses sur d'autres bases. C'est sans doute la raison pour laquelle il confia, en 1948, à André François-Poncet, qu'il connaissait de longue date, la mission transitoire de conseiller diplomatique auprès du commandant en chef, le général Kœnig, puis, en 1949, le poste de haut commissaire. André François-Poncet redevint ainsi le représentant de la France auprès d'une Allemagne qui renaissait à la démocratie en même temps qu'à la souveraineté. Il apparaissait en effet opportun d'introduire, en marge d'une équipe qui avait travaillé dans une atmosphère d'après-guerre, avec une mission bien définie, une personnalité qui n'aurait pas le visage de l'occupant des débuts, qui tiendrait aux Allemands un langage d'un ton nouveau et qui renseignerait directement le ministre. Aux yeux des Allemands aussi, cette nomination prenait valeur de symbole et de réconciliation. Certes les relations entre François-Poncet et le Chancelier n'étaient pas toujours au beau fixe. Le contraire eût été surprenant. Mais le Chancelier savait qu'il pouvait compter absolument sur cet homme, dont le principal sujet de préoccupation demeurait la réconciliation franco-allemande et la construction européenne.

L'amitié qui unissait Robert Schuman à Konrad Adenauer ne tarda pas cependant à être mise à l'épreuve par la pression que l'opposition intérieure faisait peser sur les deux hommes d'Etat. Chaque pas vers la réconciliation provoquait des clameurs au Bundestag comme à l'Assemblée nationale. La France ayant, en janvier 1950, accentué ses efforts pour détacher politiquement la Sarre de l'Allemagne, le malentendu entre les deux pays prit un cours alarmant. Robert Schuman s'en aperçut lors de sa visite officielle à Bonn en janvier 1950.

Ce voyage eut une importance exceptionnelle si l'on songe aux conséquences qu'il devait entraîner. Le ministre était accompagné de Jacques de Bourbon-Busset (2), un de ses proches collaborateurs, de Jacques Dumaine (3), le chef du protocole, et de moi-même. Robert Schuman appréhendait ce voyage, car il savait par François-Poncet que sa venue allait déclencher une violente campagne en Allemagne occidentale. Une telle orchestration de doléances et d'injonctions dans la presse à propos de la Sarre était-elle vraiment spontanée? Quant à nous, nous nous posions la question de savoir dans quel état d'esprit, dans quel climat, aurait lieu la rencontre de notre ministre avec Konrad Adenauer.

Le voyage débuta le 13 janvier par la visite de l'Université de Mayence. Les services français de l'occupation avaient, avec beaucoup de succès, fait revivre cette Université fermée depuis près de cent ans à la suite de rivalités rhénanes assez complexes. Mais les choses sérieuses ne commencèrent que le 14 janvier. Le ministre nous ayant demandé de nous réunir à 9 heures pour discuter des questions qui seraient traitées dans ses entretiens, nous fûmes tous présents à cette réunion dans la résidence personnelle du haut commissaire, le Schloss Ernich, qui domine à pic un méandre du Rhin. Ce fut l'occasion pour André François-Poncet de nous gratifier d'un cours magistral où il fit le point de la situation. Son raccourci, où la qualité de la langue allait de pair avec l'exactitude de la pensée, fut un véritable régal. Impossible d'apporter dans un exposé plus de clarté, de rapidité, d'aisance, d'élégance et d'agrément.

Le haut commissaire nous avait conquis par son esprit classique, je dirais presque voltairien, caractérisé par un humour fin, souvent corrosif. On sentait qu'il affectionnait l'aphorisme et le paradoxe et que, comme on dit, il aurait sacrifié ses meilleurs amis au plaisir de faire un bon mot. C'est avec une véritable volupté qu'il terrorisa ses subordonnés en leur assenant d'implacables canulars de normalien. La séance prit fin avec

l'arrivée de Robert Schuman dont l'insomnie avait sans doute été, cette nuit, la compagne. La journée du ministre commença par une visite à M. Heuss, président du Bund. Sa conversation avec lui fut, me confia-t-il, «d'une banalité protocolaire».

Lors du déjeuner donné par Konrad Adenauer au Palais Schaumbourg en l'honneur de notre ministre, ce dernier trouva en face de lui un Chancelier plus autoritaire que jamais, bien décidé à parler franchement et à aborder de front la discussion des problèmes les plus épineux. Par le plus grand des hasards, je me trouvais assis à côté de Kurt Schumacher. Ce tribun socialiste, l'un des premiers résistants au nazisme, sorti invalide en 1945 des camps de concentration où il avait été enfermé dès le printemps de 1933, me consterna par ses propos francophobes. Détestant Adenauer, il me signifia, sans ambages, qu'il n'aimait pas la France. Il ajouta qu'il était convaincu que, si la République de Weimar avait échoué, «c'est parce qu'elle ne s'était pas montrée assez nationaliste». Outré par ses propos, je posai à mon tour quelques banderilles, mais Schumacher, brûlant d'une fièvre nationale intense, manifestement ne m'écouta pas. De guerre lasse, je lui opposai un silence glacé qui eut le don de calmer les ardeurs du tempérament de feu de ce résistant irréprochable. Finalement, je ne pus m'empêcher d'avoir pour cet homme amaigri, rongé par la maladie, secoué de tremblements nerveux, souffrant dans sa chair et dans son orgueil, une immense pitié. Mais mon esprit resta hérissé de points d'interrogation quant au devenir des relations franco-allemandes. Heureusement qu'après le déjeuner j'eus l'occasion de m'entretenir avec Carlo Schmid, d'un profil tout différent. Socialiste comme Schumacher, il était lui aussi un des chefs de la social-démocratie allemande. Généreux, éloquent, réputé pour sa culture, Carlo Schmid, d'origine française par sa mère, était entouré d'une cour d'admirateurs qui guettaient ses bons mots. Je savais qu'il avait suivi des cours à l'Université de Montpellier et qu'il avait publié une admirable traduction versifiée de Baudelaire. Je pressentais chez cet homme un art de vivre consistant à accommoder les hasards de la vie, bons ou mauvais, larmes ou sourire des choses, et à accepter le destin implacable pour le changer en heureuse et douce destinée. Tranchant avec les propos haineux de Schumacher à l'endroit de la France, il me parla de mon pays et de la politique de réconciliation poursuivie par Robert Schuman en des termes si dithyrambiques que j'en eus le souffle coupé. Très fin, il se rendit vite compte qu'il en faisait peut-être trop. Il s'en tira par une pirouette en me disant: «La France est un pays merveilleux. On peut tout dire et son contraire. On n'a jamais tout à fait tort.» Il avait tout à fait raison.

Après le déjeuner, toujours sans connaître la pensée dominante du Chancelier, Robert Schuman, quelque peu irrité, dut se soumettre à des «entretiens en flux et reflux», avec les différents chefs de partis allemands et quelques hauts personnages, dont le cardinal Frings. Après ces visites en confessionnal, le ministre se rendit au Bundesrat où avait lieu une réception de toutes les personnalités. Alors que Jacques de Bourbon-Busset et Jacques Dumaine, tous deux de la «carrière», causaient avec leurs collègues du haut commissariat et les ministres et diplomates allemands qui tous parlaient parfaitement notre langue, je m'entretenais avec les hommes politiques qui gravitaient autour du Chancelier. Ma présence aux côtés de Robert Schuman intrigua certains diplomates de l'équipe de François-Poncet et l'un d'eux — je crois me souvenir qu'il s'agissait de Sauvagnargues, le futur ministre des Affaires étrangères — me demanda assez cavalièrement si au cabinet du ministre je suivais les affaires allemandes. Je lui répondis sur le même ton qu'il était exact que Robert Schuman me confiait parfois l'étude de certaines affaires touchant les problèmes allemands, notamment celles qui nécessitent plus d'ombre que de lumière. Cette réponse sibylline n'était évidemment pas celle qu'attendait mon interlocuteur. La réception continua à dérouler ses fastes dans un brouhaha intense. Alors que notre ministre causait tranquillement, une tasse de thé à la main, je vis le Chancelier Adenauer se diriger vers les journalistes français qui accompagnaient Robert Schuman. Il engagea la conversation avec eux et se répandit en doléances amères contre la politique française en Sarre, question dont il ne s'était pas encore entretenu avec son invité français. Mis au courant, Robert Schuman n'apprécia guère. «Je ne suis pas venu ici pour négocier, mais pour m'informer», dit-il sèchement.

Après ce faux pas, je laisse à penser combien fut chaleureux le dîner offert, le soir, au Schloss Ernich, par Robert Schuman au Gouvernement du Bund. Pendant le repas, je ne cessai de regarder Konrad Adenauer, son visage impénétrable de grand sache, son visage des mauvais jours. Certes, je savais que la passion d'agir par soi-même s'accompagne souvent de quelques rudesses dans les procédés, mais aujourd'hui le Chancelier n'avait-il pas dépassé la mesure? Les ministres allemands qui assistaient à ce repas étaient d'ailleurs pétrifiés par sa présence glaciale.

Après le départ du Chancelier et de ses ministres, Robert Schuman discuta encore longuement de la situation. Sa venue à Bonn ne se présentait pas sous d'heureux auspices (4). Il est vrai que le comportement du Chancelier et ses colères calculées n'ont guère facilité les choses. Certains de ses propos feraient sortir de ses gonds un autre que le calme Robert Schuman. Sans illusion, le ministre se laissa aller à cette réflexion désabusée: «Il faut bien le reconnaître, l'histoire l'a prouvé, l'Allemagne sera éternellement insatisfaite et il y aura probablement toujours un problème allemand.»

Le jour suivant — dimanche le 15 janvier —, après avoir assisté à une grand-messe à Remagen, paroisse de notre résidence, Robert Schuman rendit visite à l'Université de Bonn dont il avait suivi les cours en 1904. On lui montra, tiré des archives, le registre des inscriptions où figurait son nom. Mais les pensées du ministre étaient manifestement ailleurs. Il songeait sans doute à l'entretien qu'il devait avoir avec Konrad Adenauer dans l'après-midi.

Le Chancelier arriva au Schloss Ernich après le déjeuner, accompagné seulement de son directeur de cabinet, Herbert Blankenhorn. Après les salutations d'usage, Robert Schuman et Konrad Adenauer se retirèrent dans un salon et c'est de 16 à 18 heures, sans aucun témoin, qu'eut lieu le «grand entretien». Alors que nous attendions, et pour faire passer le temps, François-Poncet improvisa; plus caustique que jamais, il traça un panorama politique du moment. Une fois encore, en grand connaisseur de l'Allemagne, il tint tout le monde sous son charme.

L'entrevue terminée, le Chancelier prit congé de Robert Schuman et des personnes de son entourage. Le ministre nous raconta ensuite que l'entretien s'était relativement bien passé et que Adenauer s'était gardé de trop récriminer ou de menacer. Sans véhémence, il avait formulé ses objections à notre politique en Sarre. Robert Schuman l'avait écouté sans donner aucun signe d'approbation ou de compréhension. Il lui avait rappelé cependant avec fermeté que les accords internationaux reconnaissaient à la France des droits sur les mines sarroises, mais il lui avait donné l'assurance que le Gouvernement français ne les outrepasserait pas. Il lui avait encore dit — mais cela il me le confia en aparté plus tard — qu'il ne pouvait pas trouver en France quelqu'un de mieux disposé que lui à l'égard de l'Allemagne. S'il tombait (lui Schuman), personne ne pourrait reprendre sa politique de réconciliation car ce serait cette politique même qui aurait été condamnée. Le Chancelier en avait convenu et la conversation avait pris un tour plus détendu.

La personnalité de Konrad Adenauer, énigmatique à bien des égards, n'est pas facile à cerner. Après le «grand entretien», j'ai pu constater combien le portrait qu'en a tracé François Seydoux dans ses *Mémoires d'outre-Rhin* était ressemblant. L'éminent ambassadeur, dont l'esprit fin, le ton toujours chaleureux et la grande gentillesse avaient conquis tous ceux qui l'ont approché, a écrit là des pages dignes d'une anthologie. Je ne résiste pas au plaisir de citer ce passage: «Adenauer n'aurait pas redressé l'Allemagne, en levant les barrières les unes après les autres, s'il n'avait été un patriote que guidait la volonté farouche d'atteindre le but qu'il s'était fixé... calculant ses effets, plaidant, se justifiant, attaquant, il se révélait un négociateur redoutable, d'une souplesse féline, d'une insistance audacieuse, d'une émotivité désarmante. Jamais il ne se lassait de demander, de revendiquer, tenant constamment ouvert le cahier de ses doléances, ouvrant le débat sur un point dès que, sur un autre, il l'avait emporté. De la réconciliation avec la France, de la construction de l'Europe, il a été le champion efficace, sincère, en de fréquents moments, passionné, et l'histoire, honnête, le célébrera à ce double titre. Mais avant tout — comment eût-il pu en être différemment! — il pensait à l'Allemagne.»

Le voyage officiel de Robert Schuman se termina à Berlin le 16 janvier. «La phase difficile de la visite est passée», note Armand Bérand dans ses mémoires (5). A son grand étonnement, Robert Schuman fut accueilli à Berlin par des applaudissements et des vivats. Il faut d'ailleurs constater que «le Berlinois est l'homme d'une capitale, c'est-à-dire capable de se modeler aux contingences et aux obligations politiques du moment et des circonstances» (6). Il reste combatif et, pour une fois, il ne dirige pas contre nous son opiniâtre virulence. Il la réserve à l'occupant soviétique. Dans la soirée, Robert Schuman repartit pour Paris. Dans le train, le ministre s'entretint avec les journalistes français qui l'avaient accompagné durant tout le voyage. Comme un leitmotiv, revenaient toujours les mêmes interrogations: Robert Schuman a-t-il eu le tort, en allant à Bonn, de provoquer le réveil du nationalisme allemand? La réponse n'est pas aisée. Il ne pouvait être le seul des trois Alliés à ne pas faire cette visite. Et surtout il ne pouvait la retarder, car nos prochains

accords avec la Sarre auraient paru, en l'absence de tout contact antérieur, une provocation à l'égard du Gouvernement de l'Allemagne occidentale. A notre arrivée à Paris, notre perplexité ne nous avait pas quittés. Bien au contraire, nous pensions que la partie décisive allait se jouer maintenant.

[...]

(1) Robert SCHUMAN, *Pour l'Europe*, p. 91.

(2) Jacques de Bourbon-Busset, ancien normalien, était un diplomate de carrière. Il assurait la liaison entre les hauts fonctionnaires et le ministre. Il a souvent accompagné Robert Schuman dans ses multiples voyages. Alors qu'il aurait pu faire une carrière prestigieuse au Quai d'Orsay, il a très tôt quitté le Ministère pour se consacrer à son œuvre littéraire qui le mena à l'Académie française.

(3) Fils d'ambassadeur, ambassadeur lui-même, Jacques Dumaine reçut à la Libération la lourde charge du Protocole. «Il y fit merveille, écrit François Mauriac, ayant toujours cultivé cette science que Saint-Simon prisait plus qu'aucune autre: savoir accorder à chacun ce qui lui est dû.» Cf. Jacques DUMAINE, *Quai d'Orsay 1945-1951*, préface de François MAURIAC, René Julliard, Paris, 1955.

(4) L'ambassadeur Armand BERARD écrit dans ses mémoires, *Un Ambassadeur se souvient*, Plon, Paris, 1978, t. II, pp. 275 et 276: «La visite risque de prendre un tour préoccupant. Le collaborateur et confident de Schuman, Mischlich, un Alsacien de Strasbourg, se demande ce soir s'il n'aurait pas mieux valu s'abstenir. François-Poncet fait ressortir qu'Adenauer est poussé par une montée nationaliste dont il doit tenir compte...» Il note encore: «Mischlich mettra son ministre en garde contre la chausse-trape qu'on risque d'ouvrir sous ses pas.» Sincèrement, je ne me rappelle plus des propos que me prête Armand Bérard. Mais je n'ai aucune raison de mettre en doute ce qu'a écrit ce diplomate hautement respectable.

(5) Armand BÉRARD. Op. cit., t. II, p. 278.

(6) Jacques DUMAINE, Op. cit., p. 460.